

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron
Cellule carrières, mines et après-mines

Rodez, le 02/02/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/02/2022

Contexte et constats

Publié sur 

SARL PALAT CARRIERES ET TP

Le Coustal
12140 ST HIPPOLYTE

Références : n° 12-CARMIN-2022-05

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/02/2022 dans l'établissement SARL PALAT CARRIERES ET TP implanté Le Coustal 12140 ST HIPPOLYTE. L'inspection a été annoncée le 10/01/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'effectue dans le cadre de l'instruction du dossier d'autorisation environnementale déposé par la société PALAT en date du 7 janvier 2022 en vue du renouvellement et de l'extension de la carrière.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SARL PALAT CARRIERES ET TP
- Le Coustal 12140 ST HIPPOLYTE
- Code AIOT dans GUN : 0006800169
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non

La carrière exploitée est une carrière de lauzes, de pierres à bâtir et de pierres décoratives. La particularité de ce site réside dans le fait de l'extraction de manière simultanée sur 3 zones distinctes en fonction de la demande client.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Remise en état
- Accès à la carrière et aux pistes
- Bornage
- Pollution des eaux et des sols
- Installation stockage de déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Existence d'une installation de gestion de déchets inertes - vérification	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 1 + annexe I		
Remise en état	Arrêté Préfectoral du 20/12/2016, article 3	/	
Entretien des pistes	Arrêté Préfectoral du 20/12/2016, article 4	/	
Bornage	Arrêté Préfectoral du 26/02/1993, article 3	/	
Accès carrière	Arrêté Préfectoral du 26/02/1993, article 6	/	
Stockage carburant	Arrêté Préfectoral du 26/02/1993, article 7	/	
Protection ruisseau	Arrêté Préfectoral du 26/02/1993, article 7	/	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection n'a pas soulevé de non-conformités vis-à-vis des prescriptions inspectées. Certaines prescriptions sont devenues inadaptées par le fait de l'évolution de l'exploitation. Celles-ci seront revues dans le cadre de la demande d'autorisation environnementale en vue du renouvellement et de l'extension de la carrière.

L'inspection note toutefois un problème de place dû à la forte pente de la carrière ne permettant pas un stockage optimum des produits commercialisables (se faisant en fonction de la demande client).

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Existence d'une installation de gestion de déchets inertes - vérification

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 1 + annexe I
Thème(s) : Actions nationales 2021, Existence d'une installation de gestion de déchets inertes et TNP
Prescription contrôlée : Le présent arrêté fixe les prescriptions applicables aux zones de stockage des déchets d'extraction inertes issus de l'exploitation de la carrière et des installations de traitement. On entend par zone de stockage : - lorsque les déchets d'extraction sont inertes un endroit choisi pour y déposer des déchets d'extraction solides ou liquides, en solution ou en suspension, pendant une période supérieure à trois ans, à la condition que cet endroit soit équipé d'une digue, d'une structure de retenue, de confinement ou de toute autre structure utile ; ces installations comprennent également les terrils, les verses et les bassins. Les déchets d'extraction inertes, lorsqu'ils sont replacés dans les trous d'excavation à des fins de remise en état ou à des fins de construction liées au processus d'extraction des minéraux (pistes, voies de circulation, merlons...), ne sont pas visés par les dispositions applicables aux zones de stockage des déchets d'extraction inertes du présent arrêté. On entend par déchets d'extraction les déchets provenant des industries extractives, tels que les résidus (c'est-à-dire les déchets solides ou boueux subsistant après le traitement des minéraux par divers procédés), les stériles et les morts-terrains (c'est-à-dire les roches déplacées pour atteindre le gisement de minerai ou de minéraux, y compris au stade de la préproduction) et la couche arable (c'est-à-dire la couche supérieure du sol). Ces déchets sont considérés comme des déchets d'extraction inertes, au sens du présent arrêté, s'ils satisfont aux critères fixés à l'annexe I du présent arrêté.
Constats : Il n'existe pas sur la carrière d'installation de stockage de déchets. Les déchets d'extraction servent à la remise en état et ne sont pas stockés sur site pour une période excédant 3 ans.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Remise en état

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/12/2016, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Remise en état
Prescription contrôlée : L'article 10 de l'arrêté préfectoral n°930400 du 26 février 1993 est complété par : Remise en état des sols en cours d'exploitation : La remise en état est coordonnée à l'exploitation, selon le phasage indiqué en annexe 1 du présent arrêté. La remise en état finale respecte les plans et coupes de l'annexe 3.
Constats : La remise en état est coordonnée à l'exploitation sur les 3 zones d'extraction (A, B et C). Elle est à ce stade non finalisée car la carrière fait actuellement l'objet d'un dossier d'autorisation environnementale pour renouvellement et extension. La végétalisation se fait naturellement.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Entretien des pistes

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/12/2016, article 4
Thème(s) : Risques accidentels, Accès piste
Prescription contrôlée : L'exploitant entretient les pistes qui doivent permettre à tout moment le passage des engins et des véhicules de chantier ou véhicules agricoles en toute sécurité. Des consignes doivent être établies concernant la circulation sur les pistes et leur entretien. Toute circulation d'engins tiers sur le site et sur les pistes 3 et 5, doit faire l'objet d'une convention préalable fixant les mesures à respecter pour assurer la sécurité des usagers. On entend par 'engins tiers' tout engin ne participant pas à l'exploitation de la carrière.
Constats : Lors de la visite, les pistes étaient boueuses par endroit (dégel et pluie). Seuls les engins de la carrière ont accès aux pistes. A ce titre, il n'existe pas de convention pour l'utilisation de celles-ci (actuellement en partie hors périmètre autorisé pour la piste 3 et 5).
Observations : L'inspection note la volonté de l'exploitant de réaliser un aménagement futur de la piste menant à la zone B afin que les eaux de ruissellement se dirige correctement dans les bassins de décantation prévus le long de la piste au niveau supérieur du ruisseau (lors de la visite eau stagnante dans les traces des engins).
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Bornage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/02/1993, article 3
Thème(s) : Risques accidentels, périmètre
Prescription contrôlée : Avant exploitation : le périmètre sera borné, ainsi que les parcelles n°404,390,391,392 et 432, qui ne sont pas la propriété des actionnaires de la SARL PALAT.
Constats : La parcelle n°390 est bornée (2 bornes accessibles). Les parcelles n° 392 et 432 ne sont pas bornées (parcelles trop abruptes et en partie dans le ruisseau). Les parcelles 390, 392 et 432 ne sont pas la propriété de l'exploitant et seront renoncées lors de la nouvelle autorisation. Elles n'ont pas fait l'objet d'exploitation. Les parcelles n°404 et 391 sont maintenant propriété de la société PALAT.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Accès carrière

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/02/1993, article 6
Thème(s) : Risques accidentels, Accès carrière
Prescription contrôlée : Des pancartes, bien en vue sur les chemins d'accès aux diverses zones d'extraction de la carrière, signaleront pour toute personne étrangère l'interdiction de pénétrer sur les chantiers. Une clôture efficace sera placée à 10 mètres au moins en arrière des fronts dans les endroits dangereux et maintenue en bon état.
Constats : L'inspection note la présence d'un portail à chaque entrée de la carrière avec mention "chantier interdit au public" ainsi que les panneaux danger carrière et tirs de mines. Une clôture est présente le long du chemin en partie nord du site (et menant à travers bois jusqu'à l'atelier). Un recul de plus de 10m est observé entre la zone d'exploitation et la clôture à cet endroit.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Stockage carburant

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/02/1993, article 7
Thème(s) : Risques chroniques, Pollution sol
Prescription contrôlée : La cuve de stockage des carburants pour l'alimentation des engins devra être placée sur une cuvette de rétention capable de recueillir la totalité du volume de la cuve.
Constats : Il n'existe pas de stockage de carburant fixe (changement dans l'exploitation). L'exploitant dispose d'une cuve mobile.
Observations : Cette prescription sera revue lors du renouvellement de l'autorisation de la carrière.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Protection ruisseau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/02/1993, article 7
Thème(s) : Risques chroniques, Pollution eau
Prescription contrôlée : Le ruisseau de Ségondy, traversant la carrière, devra être protégé contre les chutes de matériaux dans son lit par des levées de stériles ou un enrochement de ses berges. Les passages d'engins éventuels devront être aménagés (buses ou ponceaux) et un bassin de décantation devra être réalisé en partie basse de chacun des carreaux de l'exploitation pour éviter l'écoulement direct des eaux de ruissellement dans le ruisseau.
Constats : Le ruisseau de Ségondy est busé pour le passage de la piste menant à la zone B. Au vue des parcelles actuellement exploitées, il n'y a pas de risque de chutes de blocs dans le ruisseau. Chaque zone d'exploitation dispose d'un bassin de décantation dédié.
Type de suites proposées : Sans suite